



Décision individuelle N° 2021-284

Pétitionnaire : SYNDICAT MIXTE DE DÉVELOPPEMENT DE LA VALLÉE DE LA VÉSUBIE ET DU VALDEBLORE

Adresse : 147 boulevard du Mercantour, BP 300, 06201 NICE cedex 01

Nature de la demande : Travaux en cœur de Parc national (nécessaires aux actions pédagogiques destinées au public ainsi qu'à son accueil)

Intitulé du projet : Travaux sur la Vacherie de Cerise : remise en état du bâtiment Nord dit « La Forge » et déconstruction du bâtiment Sud

Localisation : Centre Alpha, parcelle n°9 section M commune de Saint-Martin-Vésubie

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.331-4, R.214-44, R.331-18 et R.331-19,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14 et 18 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu les avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date des 05 juillet 2021 et 02 août 2021,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 07 juillet 2021 par Monsieur Antoine DELAHAYE, directeur du Syndicat mixte de développement de la vallée de la Vésubie et du Valdeblorre,

Considérant que la demande de travaux a pour objet la remise en état du bâtiment Nord de la vacherie de Cerise ainsi que la destruction complète du bâtiment Sud,

Considérant que ces travaux sont liés au projet de reconstruction et de réouverture du Centre Alpha suite à la crue générée par le passage de la tempête Alex en octobre 2020,

Considérant que ces travaux apparaissent nécessaires à l'accueil du public, pour une activité commerciale autorisée par le décret n°2009-486 sus-visé au titre de la « gestion des sites touristiques »,

Considérant les éléments du courrier préfectoral du 22 juillet 2021, relatif aux travaux de remise en état provisoire du Centre Alpha, lesquels incluent ces travaux de reconstruction du bâtiment Nord et déconstruction du bâtiment Sud,

Considérant que ces éléments portent sur des rappels de procédure et des prescriptions liées à la prise en compte du risque torrentiel,

Considérant qu'il ne relève pas de la compétence de la directrice du Parc national de requérir dans sa décision, la mise en œuvre des procédures tierces ni de valider la compatibilité de ces travaux vis-à-vis de l'exposition du bâtiment et du public au risque torrentiel,

Considérant que le courrier préfectoral mentionne l'exposition au risque des bâtiments et la dérogation accordée, et qu'outre le renforcement des fondations, seront privilégiées les mesures visant à prévenir l'exposition des personnes aux risques (fermetures préventives, procédures adaptées,...) par rapport à de lourdes interventions d'ouvrages de protection,

Considérant la nécessité de proportionner les protections qui seront pensées à l'échelle du site à ces mesures

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour assurer leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le SYNDICAT MIXTE DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE LA VESUBIE ET DU VALDEBLORE, représenté par Monsieur Antoine DELAHAYE, directeur, est autorisé à réaliser les travaux de remise en état du bâtiment Nord dit « La Forge » et de déconstruction du bâtiment Sud de la vacherie de Cerise, sise en cœur de parc national dans l'enceinte du Centre Alpha, parcelle n°9 section M commune de Saint-Martin-Vésubie.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives au traitement des ruines de la vacherie Sud*

2.1. Après déconstruction totale ou partielle, l'ensemble des matériaux constitutifs du bâtiment de la vacherie Sud et de ses aménagements intérieurs sera soigneusement trié.

2.2. Les éléments intacts de gros œuvre – moellons, pièces de charpente, bardeaux - seront réservés et réemployés à la reconstruction du bâtiment de la Vacherie Nord.

L'intégralité des matériaux non récupérables et déchets sera temporairement stockée et évacuée progressivement pendant la durée des travaux, en-dehors du cœur du parc national vers une installation de traitement autorisée.

Tout brûlage est interdit.

- *Prescriptions relatives à la réfection du bâtiment de la vacherie Nord (dit « La Forge »)*

2.3. La reconstruction du bâtiment sera réalisée à l'identique des autorisations d'urbanisme précédemment accordées en toute régularité des normes en vigueur à l'époque, notamment en ce qui concerne les dimensions et lignes architecturales du bâtiment.

2.4. Les fondations du bâtiment seront reprises selon les préconisations de normes techniques issues de l'étude géotechnique, sans toutefois que ces fondations modernes restent visibles hors-sol une fois finalisées.

2.5. Les murs porteurs de la vacherie seront reconstruits en utilisant les moellons d'origine récoltés sur site et soigneusement triés en vue de ce recyclage.

2.6. Les maçonneries extérieures seront réalisés à l'aide d'un mortier de composition, granulométrie et de coloris identiques à celui pré-existant.

Les moellons seront jointoyés à fleur de pierres. Les arases pourront être enduites du même mortier.

2.7. La charpente sera reconstruite à l'identique et la couverture sera réalisée en bardeaux de mélèze. Les bandes de rive seront constituées de planches de mélèze.

2.8. L'ensemble des boiseries extérieures endommagées (habillages bois de pignon, de façade, d'allèges, portes et volets) sera remplacé par des éléments en bois de mélèze.

- *Prescriptions relatives à la remise en état des emprises ou abords des bâtiments*

2.9. Une fois les travaux relatifs aux bâtis finalisés, les abords extérieurs des lieux seront remodelés mécaniquement, dans le respect de la micro-topographie pré-existante à la crue.

Des blocs rocheux devront être maintenus en place aléatoirement sur l'ensemble remodelé, de manière isolée et de manière groupée en variant les tailles de blocs.

Le traitement uniformément régalié des lieux n'est pas autorisé.

2.10. La présente ne vaut pas autorisation d'introduction dans le cœur du parc national, de terre, de plants ou de semences végétales à des fins de revégétalisation.

Le cas échéant, ces introductions devront faire l'objet d'une demande d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur dans le cœur du parc national.

- *Prescriptions relatives à la gestion générale du chantier*

2.11. En cas de besoin, les engins de type bétonnière, compresseur et groupe électrogène nécessaires aux travaux seront équipés d'un dispositif d'isolation sonore dûment homologué. S'ils sont positionnés en extérieur, ceux-ci seront installés sur des revêtements étanches ou sur des tapis absorbants pour éviter toute fuite dans le milieu, de même que le réservoir d'hydrocarbure.

2.12. L'ensemble des matériaux nécessaires aux travaux sera stocké à l'intérieur de l'enceinte du Centre Alpha et de sorte à limiter au maximum les risques de lessivage et de dispersion par les aléas météorologiques, la petite faune sauvage ou les autres usagers des lieux.

2.13. Pour la confection des mélanges nécessaires aux maçonneries et si le réseau public d'adduction ne satisfait pas aux besoins, les prélèvements d'eau dans le torrent du Boréon devront impérativement être réalisés sans aménagement des berges ou du fond.

L'eau sera stockée dans des cuves temporaires ; une fois pleines, l'arrivée d'eau devra être coupée de sorte à ce qu'elle ne déborde pas autour des cuves.

2.14. Les mélanges nécessaires aux maçonneries seront réalisés de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances et de dispersion de résidus solides soient réduits au maximum :

- mélanges réalisés sur des revêtements étanches ou à défaut de bétonnière, dans des bacs étanches ;
- pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
- lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le milieu naturel ;
- évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 31 octobre 2021, les travaux devant être réalisés exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur, notamment au titre de l'urbanisme, des installations classées, des risques et de l'accueil du public.

L'étude géotechnique, les préconisations associées et les interventions prévues sur le bâtiment de la vacherie Nord seront transmises au Parc National du Mercantour, afin de vérifier l'absence de modification substantielle par rapport à la présente demande.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

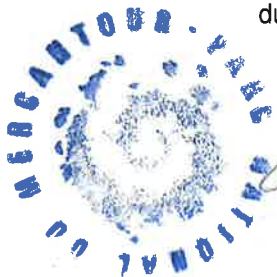
L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité et des travaux.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 16 août 2021

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour




Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial Vésubie - PNM
- N. SIEFERT – PNM
- A. DELAHAYE - CD06
- A.MAGRIN, P. BOUTOT, L.DESMAISONS, G. CHAFFARDON – DDTM06
- DDPP

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.